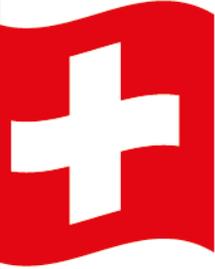


Pour consulter l'argumentaire complet cliquer sur le [lien](#)

ARGUMENTAIRE

Initiative populaire « Pour une immigration modérée (Initiative de limitation) »

OUP 
à une immigration
modérée

Comité d'initiative

« pour une immigration modérée (initiative de limitation) »

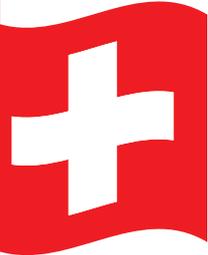
CCP: 31-572732-0

www.initiative-de-limitation.ch

info@initiative-de-limitation.ch

Etat au 15 juillet 2020

L'initiative de limitation du 27 septembre

OUP  **à une
immigration
modérée**

**Argumentaire bref
«Initiative de limitation»**

Trop c'est trop – nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants !

La Suisse veut conclure souverainement avec d'autres Etats des accords qui bénéficient aux deux parties. Elle a besoin de main-d'œuvre étrangère, mais, en tant qu'Etat souverain, elle veut décider elle-même qui elle souhaite accueillir ! C'est ainsi que la majorité des Suissesses et des Suisses voient les choses et c'est pour cela qu'ils ont accepté en 2010 l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels et en 2014 l'initiative contre l'immigration de masse. Or, ces deux dispositions constitutionnelles ne sont malheureusement pas appliquées sous le prétexte de l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE. Conséquence: la Suisse doit accueillir chaque année des dizaines de milliers d'étrangers de l'UE et ne peut pas expulser les criminels originaires de l'UE. Durant les 13 années écoulées, un million d'étrangers ont afflué en Suisse. Cette démesure est nuisible pour notre pays.



Que des désavantages: les avantages supposés de la libre circulation des personnes n'ont absolument pas eu lieu dans la réalité

Malgré le coronavirus et la fermeture des frontières, l'immigration a continué d'affluer sans interruption dans notre pays. Durant le premier trimestre 2020, 18'386 personnes ont immigré dans notre pays (après déduction des départs !). La première cause de cette migration est la libre circulation des personnes : avec 12'167 personnes, ce sont deux tiers des migrants qui sont venus depuis des Etats EU/AELE. Nous n'avions encore jamais connu une telle augmentation de l'immigration en comparaison avec un semestre de l'année précédente ! Sans les restrictions imposées aux frontières à la mi-mars en raison de la pandémie, ce chiffre serait encore plus haut. La Suisse va bientôt devoir faire face à une véritable vague d'immigration. En raison de la crise économique actuelle et du chômage massif dans les Etats de l'UE, de nombreuses personnes vont venir trouver un travail ou une allocation sociale en Suisse à n'importe quel prix et pour n'importe quel salaire. Pour protéger les résidents de notre pays du chômage et de la pauvreté, nous devons impérativement et rapidement reprendre le contrôle sur l'immigration.

Voici ce que nous apporte, à nous autres Suissesses et Suisses, un oui à l'initiative de limitation :

- 1. Dire oui, c'est empêcher qu'une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE évince de plus en plus de salariés suisses**
- 2. Dire oui, c'est protéger nos terres cultivables et notre nature**
- 3. Dire oui, c'est réduire le nombre de bouchons sur les routes**
- 4. Dire oui, c'est retrouver des logements abordables**
- 5. Dire oui, c'est permettre aux enfants suisses de recevoir une bonne formation à l'école**
- 6. Dire oui, c'est stopper l'affluence de travailleurs mal qualifiés**
- 7. Dire oui, c'est permettre aux entreprises suisses de recruter des professionnels hautement qualifiés**
- 8. Dire oui, c'est protéger nos institutions sociales contre le pillage par les étrangers de l'UE**
- 9. Dire oui, c'est rendre la Suisse plus sûre, notamment pour les femmes**
- 10. Dire oui, c'est éviter que les Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays**
- 11. Voter oui, c'est décider nous-mêmes qui nous voulons accepter dans notre pays**
- 12. Dire oui, c'est obliger le Conseil fédéral à respecter enfin la volonté du peuple**
- 13. Dire oui, c'est éviter que le déficit de l'AVS s'agrandisse**
- 14. Dire oui, c'est empêcher que seuls les grands groupes industriels profitent de l'immigration**
- 15. Dire oui, c'est veiller à ce que nous autres Suisses profitons de la prospérité acquise grâce à notre travail**

OUI⁺ à une immigration modérée

1. Dire oui, c'est empêcher qu'une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE évince de plus en plus de salariés suisses

La grande majorité des étrangers UE constituant tout simplement une main-d'œuvre bon marché, ces personnes gagnent moins que les Suisses. Les différences salariales sont particulièrement frappantes en Suisse romande et au Tessin. Si les travailleurs suisses ne cèdent pas à cette pression en acceptant des salaires stagnants, voire en baisse, ils sont remplacés par une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE. Les travailleurs suisses âgés sont les premières victimes de cette situation. Aujourd'hui, même des Suissesses et des Suisses de 46 ans sont poussés dans l'aide sociale !



*Qui laisse la porte de son logement
grande ouverte pour que chacun
puisse y entrer?*

2. Dire oui, c'est protéger nos terres cultivables et notre nature

Cette immigration démesurée nuit à notre pays et à notre environnement. Nos infrastructures atteignent leurs limites. Le million de migrants qui sont venus en Suisse durant les 13 dernières années nécessite les besoins suivants : une surface équivalente à 57'000 terrains de foot, 454'000 nouveaux logements et 541'000 nouvelles voitures. Ils conduisent chaque année 11 milliards de kilomètres sur les routes, consomment 2 milliards de kWh d'électricité et 59 milliards de litres d'eau, pour ne citer que quelques exemples de cette charge gigantesque. Nous avons beau adopter d'ambitieux objectifs climatiques – l'immigration démesurée annihile tous nos efforts.

L'initiative de limitation du 27 septembre

OUI⁺ à une immigration modérée

3. Dire oui, c'est réduire le nombre de bouchons sur les routes

Admettre l'installation d'un million d'étrangers en 13 ans, c'est aussi devoir leur offrir les infrastructures dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne. Telle n'a pas été le cas pour le réseau routier et ferroviaire. La croissance explosive de la population s'est répercutée sur le trafic. Tant la route que le rail atteignent les limites de leurs capacités. 25'366 heures d'attente dans les bouchons ont été enregistrées en 2018 sur les seules routes nationales, soit plus que le double qu'en 2007. Malgré des investissements par milliards de francs, les infrastructures de transport sont au bord de l'effondrement. Mais l'immigration de masse ne provoque pas seulement l'explosion du nombre d'heures d'attente dans les bouchons. Elle charge aussi les transports ferroviaires. Des trains bondés, sales et en retard ainsi que des suppressions de correspondances sont le résultat d'un fonctionnement constant à la limite de la capacité et de la multiplication des chantiers permanents sur le réseau ferroviaire. Les pronostics sont sombres si cette immigration démesurée se poursuit.



4. Dire oui, c'est retrouver des logements abordables

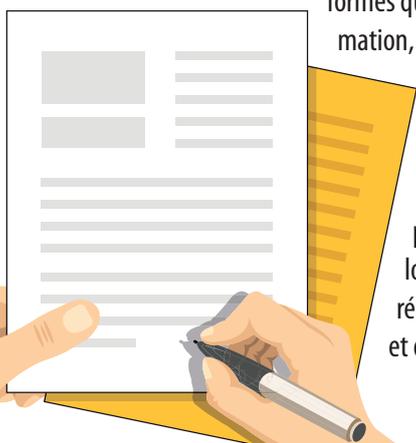
L'augmentation de la population d'un million d'habitants en 13 ans de la demande de logements en Suisse. Par conséquent, les coûts du Entre 2006 et 2016, les prix des propriétés immobilières n'ont cessé de progresser coup plus rapidement que les salaires. Exemple: un appartement qui coûtait 500'000 vendait en 2016 pour près de 720'000 francs. Ces prix exorbitants forcent de nombreux navette sur des grandes distances entre leurs lieux de domicile et de travail dans l'espoir de trouver abordable. Mais la forte demande a aussi fait exploser les loyers et les prix immobiliers à la campagne. Cet exode vers des régions plus abordables en termes immobiliers provoque une foule de problèmes supplémentaires comme des surcharges de trafic, des bouchons sur les routes et des trains bondés, un manque de place dans les écoles et un bétonnage massif de précieuses terres cultivables.

OUP+ à une immigration modérée

LOYERS

5. Dire oui, c'est permettre aux enfants suisses de recevoir une bonne formation à l'école

Cette immigration sollicite excessivement la capacité d'intégration de notre pays et de notre société. Les éléments les plus vulnérables de notre société, les enfants et les adolescents, en sont les principales victimes. La libre circulation des personnes amène de nombreux étrangers peu formés qui cherchent à s'établir durablement. Leurs enfants n'ont souvent pas non plus reçu une bonne formation, si bien qu'ils abaissent le niveau de l'enseignement. Dans les régions urbaines surtout, la proportion d'enfants et d'adolescents de langue étrangère dans les classes dépasse souvent 50%. Selon une étude réalisée par l'institut Max-Planck de recherche pédagogique, on observe une nette baisse des performances scolaires déjà à partir d'une proportion de migrants de 20%. Les conséquences sont illustrées par les dernières enquêtes Pisa: les enfants de Suisse savent moins bien calculer et lire. De plus, les onéreuses mesures pédagogiques spéciales se multiplient, tout comme les postes de psychologues et de travailleurs sociaux scolaires. Les enseignants doivent consacrer de plus en plus de temps à régler des problèmes linguistiques, sociaux, culturels ou familiaux au lieu d'enseigner des connaissances et des compétences. La qualité de nos écoles publiques souffre.



6. Dire oui, c'est stopper l'affluence de travailleurs mal qualifiés

Les partisans de la libre circulation des personnes, en particulier l'association économique faîtière «economiesuisse», prétendent que la libre circulation permet de combattre la pénurie de professionnels qualifiés en Suisse. C'est le contraire qui est vrai: cette pénurie existe toujours malgré 13 années de libre circulation des personnes. Rien d'étonnant à cela quand on sait que seul un immigrant UE sur cinq a de sérieuses qualifications professionnelles. Tous les autres évincent nos propres salariés. Ce constat est confirmé par les chiffres officiels de la Confédération et une étude du canton de Zurich.

7. Dire oui, c'est permettre aux entreprises suisses de recruter des professionnels hautement qualifiés

L'économie suisse a besoin de professionnels hautement qualifiés venant du monde entier. L'allégation selon laquelle ces professionnels viennent en Suisse grâce à la libre circulation des personnes avec l'UE est une pure légende. La vérité est que, même sans libre circulation des personnes, les entreprises suisses peuvent à tout moment recruter dans le monde entier la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Qui plus est, sans la libre circulation des personnes nous autres, Suissesses et Suisses, nous pouvons à nouveau gérer l'immigration de manière à ce qu'elle soit enfin utile à notre pays et à notre société au lieu de leur nuire.



Qui a le frigo le mieux garni? L'Italie? La France? L'Allemagne? Non. La Suisse!

8. Dire oui, c'est protéger nos institutions sociales contre le pillage par les étrangers de l'UE

Les étrangers originaires de l'UE sont presque deux fois plus souvent au chômage que les Suisses et tirent beaucoup plus d'argent des caisses de l'assurance-chômage qu'ils n'en versent. Ce déséquilibre entre cotisations versées et prestations touchées est particulièrement marqué chez les ressortissants de certains Etats UE: les prestations touchées par les Portugais dépassent de 49% leurs cotisations; chez les Européens de l'Est, cette différence est de 44%. Le nombre de versements journaliers offerts à des Européens en Suisse a augmenté de 82% entre 2007 et 2018. Pour sauvegarder nos institutions sociales et finalement aussi pour protéger la paix sociale en Suisse, nous devons enfin gérer l'immigration nous-mêmes selon les besoins réels de notre pays.

9. Dire oui, c'est rendre la Suisse plus sûre, notamment pour les femmes

Les résultats de la statistique criminelle 2019 sont parfaitement clairs: 432'000 violations du Code pénal, 75'757 violations de la loi sur les stupéfiants et 37'024 violations de la loi sur les étrangers. Aussi bien la statistique criminelle de la Confédération que la statistique des condamnations confirme que les actes de violence sont principalement commis par des hommes étrangers. Compte tenu de leur part d'environ 25% à la population, les migrants sont largement surreprésentés notamment parmi les auteurs de crimes violents et sexuels. Tel est également le cas pour les violences domestiques qui ont souvent une issue mortelle pour beaucoup de femmes.



La libre circulation des personnes empêche
l'expulsion de criminels européens

Detlef K., Voleur

10. Dire oui, c'est éviter que les Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays

Cette immigration démesurée menace également l'identité de la Suisse. Les Suissesses et les Suisses sont unis par leur attachement au cas particulier suisse qui se matérialise dans les piliers de l'Etat que sont l'indépendance, le fédéralisme, la démocratie directe, la neutralité armée et l'autodétermination. A cela s'ajoutent des valeurs et des vertus comme une forte responsabilité individuelle, le souci de la qualité, l'endurance ainsi qu'un sens marqué de la communauté qui unit les forts aux faibles. Or, l'immigration démesurée que subit notre pays tend à remplacer nos propres valeurs par des valeurs importées. La culture traditionnelle des villages s'appauvrit en maints endroits. Un changement de valeur est aussi perceptible à la place de travail. Des chefs venus de l'étranger apportent une nouvelle culture de direction et engagent de préférence des compatriotes qui la partagent. Seule une immigration modérée et contrôlée nous permet de sauvegarder nos traditions, notre culture et, partant, notre identité pour nous et pour nos descendants.

11. Voter oui, c'est décider nous-mêmes qui nous voulons accepter dans notre pays

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007, les quelques 450 millions de ressortissants des Etats membres de l'UE ont le droit d'immigrer dans notre pays. En clair: la décision d'immigrer en Suisse appartient aux seuls immigrants en provenance de l'UE. Les Suisses n'ont rien à dire. Les conséquences de cette situation sont graves: durant les seules 13 années écoulées, un million de personnes ont afflué en Suisse. Notre pays compte aujourd'hui 8,6 millions d'habitants et chaque année plusieurs dizaines de milliers s'y ajoutent par la grâce de la libre circulation des personnes. Bientôt la Suisse comptera 10 millions d'habitants. La facture de cette démesure doit être réglée par nous autres, salariés et contribuables suisses.



12. Dire oui, c'est obliger le Conseil fédéral à respecter enfin la volonté du peuple

En 2014, le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative contre l'immigration de masse. Selon ce nouvel article constitutionnel 121a, la Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire. Pour atteindre cet objectif, le Conseil fédéral aurait dû renégocier l'accord de libre circulation des personnes. L'UE a refusé trois années durant d'entrer en matière. Le Conseil fédéral s'est incliné et si l'UE a pu agir de la sorte, c'est parce qu'elle savait très bien que son refus n'entraînerait pas la résiliation de l'accord de libre circulation. Cela ne sera plus possible avec l'initiative de limitation, car celle-ci exige des nouvelles négociations en l'espace d'un an. Une résiliation de l'accord n'interviendra que s'il n'y a pas de négociation.

13. Dire oui, c'est éviter que le déficit de l'AVS s'agrandisse

L'allégation selon laquelle les ressortissants UE contribuent à sauvegarder l'AVS est une autre légende. A long terme, la libre circulation des personnes est un désastre pour l'AVS. Même le Conseil fédéral avertit dans son dernier message sur l'AVS contre une inversion de la tendance: jusqu'ici, relève-t-il, l'immigration a compensé le faible taux de natalité et contribué ainsi au financement de la prévoyance vieillesse, mais, conclut-il, lorsque ces immigrants, qui sont actuellement en âge de travailler, auront atteint l'âge de la retraite, la tendance s'inversera. De plus, de nombreux étrangers présentent, contrairement aux Suisses, des lacunes dans leurs cotisations AVS, si bien qu'ils pourront réclamer des prestations complémentaires (PC). Aujourd'hui déjà, les étrangers profitent deux fois plus souvent des PC que les Suisses. Lorsque le million d'étrangers afflués ces 13 dernières années arrivera au seuil de la retraite, cette disproportion s'aggravera encore. Comme de coutume, la facture devra être payée par les contribuables suisses.

14. Dire oui, c'est empêcher que seuls les grands groupes industriels profitent de l'immigration

L'association «economiesuisse» n'a cessé de multiplier les belles promesses – «des arbres chargés de juteuses pommes rouges» – avant les votations sur la libre circulation des personnes et d'autres accords bilatéraux. Ces entreprises et leurs chefs – généralement des étrangers – ne songent en réalité guère aux intérêts de la population suisse. La seule chose qui les intéresse, c'est de pouvoir recruter un maximum de main-d'œuvre bon marché à l'étranger pour remplacer les salariés suisses plus chers. La réalité est que ces milieux cherchent à maximiser leurs profits sur le dos de l'Etat social suisse et de la toute la société.

15. Dire oui, c'est veiller à ce que nous autres Suisses profitons de la prospérité acquise grâce à notre travail

Il est également important de savoir qui vient en Suisse dans l'intention d'y rester. Malheureusement, ce sont principalement des ressortissants du sud de l'UE, souvent peu formés, qui cherchent à s'installer durablement. On peut donc parler d'un véritable «syndrome de sédentarité de masse» en rapport la libre circulation des personnes: tout étranger peu qualifié qui séjourne en Suisse sans contribuer de manière significative à la croissance économique et au succès du pays freine la croissance de la prospérité au détriment de l'ensemble du pays et de chaque Suisse et de chaque Suisse. L'économie suisse augmente certes d'année en année son chiffre d'affaires, mais la prospérité ainsi générée doit être partagée entre un nombre croissant d'habitants à cause d'une immigration incontrôlée. Pour la majorité de la population, la libre circulation des personnes ne signifie donc pas plus de prospérité, mais au contraire plus de contraintes et de nuisances.



du 27 septembre

Trop c'est trop: nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants!

Le fait est que la Suisse est un petit pays. Et l'on ne peut pas laisser le monde entier dans un petit pays !

C'est pourtant exactement ce qui se passe depuis 2007 : depuis l'introduction complète de la libre circulation des personnes avec l'UE, nous avons ouvert nos frontières aux 450 millions d'habitants de l'UE sans pouvoir contrôler combien nous en voulons en Suisse. Durant les 13 dernières années, un million de personnes sont ainsi venues dans notre pays, soit 75'000 chaque année. Et chaque année, ce sont en moyenne 50'000 personnes qui viennent en plus de la seule Union européenne – l'équivalent d'une ville comme Bienne ! Ce n'est pas étonnant que la Suisse soit totalement débordée ! Nous pouvons mettre un terme à cette situation avec un OUI à l'initiative de limitation.

En cas de OUI...

1. La main-d'œuvre bon marché de l'UE n'évincera plus les travailleurs suisses

Les immigrants de l'UE étant en majorité une main-d'œuvre bon marché, ils évincent les travailleurs suisses si ceux-ci n'acceptent pas des salaires stagnants, voire en baisse.

2. Nous pourrions enfin protéger nos terres cultivables et notre nature

Le million de personnes immigrées ces 13 dernières années a provoqué le bétonnage d'une surface équivalent à 57'000 terrains de football (logements et infrastructures).

3. Nous ne croupons plus dans les bouchons et les trains bondés

L'arrivée d'un million de personnes en seulement 13 ans est trop grande pour nos infrastructures - elles sont complètement débordées malgré des milliards d'investissements : depuis 2007, 541'000 nouvelles voitures circulent sur nos routes. Un million d'immigrants, cela signifie aussi 454'000 nouveaux logements.

4. Le prix du logement baissera

L'immigration démesurée provoque une augmentation de la demande de logements et une hausse massive des loyers et prix immobiliers. Ces coûts exorbitants forcent de nombreux Suisses à franchir tous les jours de longues distances entre le domicile et le travail.

5. L'école pourra à nouveau former sérieusement les enfants

De nombreuses classes d'école sont composées de plus de 50% d'enfants de langue étrangère, souvent originaires de familles sans instruction. L'enseignement en souffre. Selon une étude de l'institut Max-Planck de recherche pédagogique, les performances scolaires baissent déjà sensiblement avec une proportion de migrants de 20%.

6. L'afflux d'immigrants peu formés diminuera

La libre circulation des personnes nous apporte surtout des immigrants mal formés. 80% des immigrants UE constituent une main-d'œuvre bon marché sans qualification particulière.

7. Les entreprises suisses pourront recruter du personnel hautement qualifié

Sans libre circulation des personnes, les entreprises suisses peuvent recruter dans le monde entier les spécialistes qualifiées dont elles ont réellement besoin sans se laisser tromper par les critères de la libre circulation des personnes.

8. Nous protégeons les institutions sociales contre le pillage par les étrangers

Aujourd'hui déjà, 6 bénéficiaires de l'aide sociale sur 10 sont des étrangers. Les ressortissants UE sont plus souvent au chômage et reçoivent plus de prestations complémentaires que les Suisses. Ils touchent plus de la caisse de chômage qu'ils y versent. A long terme ils accroissent le découvert de l'AVS.

9. La Suisse sera plus sûre, notamment pour les femmes

Le nombre de migrants parmi les auteurs de crimes violents et sexuels ainsi que de violences domestiques est totalement disproportionné.

10. Nous autres Suisses, nous ne serons plus étrangers dans notre propre pays

Nos valeurs suisses sont de plus en plus effacées par des valeurs et idées apportées par le flot d'immigrants que subit la Suisse.

11. Les Suisses pourront enfin décider à nouveau qui peut venir dans notre pays

La majorité des Suissesses et des Suisses veut que l'on puisse décider nous-mêmes qui peut venir s'installer dans notre pays. C'est ce qu'a démontré le OUI à l'initiative pour le renvoi de 2020 et l'initiative contre l'immigration de masse de 2014. A cause de l'accord de libre circulation des personnes, ces deux devoirs constitutionnels n'ont pas pu être mis en œuvre. Nous pouvons corriger cela le 27 septembre 2020.